
La Turquie vue par ses voisins

Chypre, Bulgarie, Albanie

Semih Vaner

Directeur des Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien, chercheur au CERI, Semih Vaner s'est rendu en Turquie, à Chypre, en Bulgarie et en Albanie en décembre 1997. Il nous livre ses observations en une sorte de carnet de voyage.

De par sa dimension, sa démographie, son dynamisme économique, certains traits de son système politique, la Turquie est incontestablement un acteur régional, voire international, de premier plan. Ce trait est accentué par son appartenance à plusieurs aires géographiques et culturelles à la fois: l'Europe, les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient et bien entendu *l'aire turque*. Trois cas ont été choisis pour une étude sur la perception de cet acteur par certains pays régionaux: Chypre, la Bulgarie et l'Albanie.

Ayant subi une partition de fait depuis la crise de l'été 1974, Chypre entre dans une nouvelle phase avec l'acceptation par Bruxelles de sa candidature à l'adhésion à l'Europe, mais aussi dans le resserrement de ses rapports avec Moscou, qu'illustre l'installation probable dans l'île de missiles sol-air de fabrication russe. Ces deux développements récents placent-ils l'administration chypriote-grecque dans une position de force par rapport à la Turquie?

La Bulgarie présente une importance particulière pour la Turquie en raison de son voisinage immédiat mais surtout de la présence dans plusieurs régions de la Bulgarie d'une communauté turque forte, selon certaines estimations, d'un million d'individus. Après avoir connu à l'époque de Jivkov des péripéties sanglantes et l'exode le plus important qu'ait connu l'Europe, après 1945, avec le départ en Turquie de 300 000 d'entre eux, la question semble être mieux gérée maintenant, ce qui

Eté 1998

n'exclut pas la possibilité de nouvelles crises. Quel est l'impact de ce problème dans la perception par la Bulgarie de son grand voisin de l'Est, mais aussi la nature d'un certain rapprochement politique et économique illustré, entre autres, par la coopération dans le cadre de la Zone des pays riverains de la mer Noire?

Parmi tous les pays balkaniques, c'est l'Albanie qui, avec la Bosnie, entretient les rapports les plus cordiaux avec la Turquie. L'appartenance, comme bien d'autres pays balkaniques, de ce pays à l'espace historique ottoman, certaines affinités culturelles et religieuses entre les deux mais aussi la place, aussi bien politique qu'économique, qu'occupe dans les élites turques, une communauté immigrée de longue date, d'origine albanaise, en sont les raisons essentielles. Aujourd'hui Ankara apporte son soutien à la construction difficile de ce pays. Quelle est aux yeux des Albanais, la place de la Turquie, dans les nouvelles alliances qui se dessinent dans la région?

Chypre

La réceptionniste de l'hôtel à Nicosie se montre légèrement dissuasive lorsque le voyageur lui demande l'emplacement du poste-frontière le plus proche pour passer de "l'autre côté". D'abord, plutôt que de "l'autre côté", il s'agit de "la zone occupée", ensuite comme il y a des horaires stricts de "passage", avec l'obligation de revenir dans la journée au plus tard à 17h00 précises, elle n'est pas sûre que ce ne soit pas trop tard pour cette matinée. *"But you can try!"*. Le chauffeur de taxi, tout aussi dissuasif, évoque les exercices militaires ce jour-là de l'autre côté de "la ligne verte", c'est-à-dire dans le secteur chypriote-turc. Il ne serait peut-être pas très prudent d'y aller: *"On peut y rester bloqué"*.

"French by birth?" — "No, but French!". Après avoir soigneusement noté les coordonnées du passeport français, le fonctionnaire chypriote-grec de la frontière vous prévient, *"Vous ne pouvez pas faire des courses 'là-bas', ni accepter sur votre passeport un tampon"*, et vous laisse passer non sans attirer votre attention sur *"s'ils vous laissent passer..."*. Lorsque vous lui demandez le sens de ce conditionnel, il vous fait savoir que l'accès de *"certaines personnes"* n'est pas autorisé.

Une centaine de mètres à parcourir à pied. Un accueil aimable de l'autre côté au turcophone qui arrive, mais l'irritation apparaît vite. Pourquoi entrer dans l'île par "le mauvais côté" quand on est "turc", même détenteur d'un passeport français? Cas intéressant qui entraîne des coups de téléphone au supérieur hiérarchique ce samedi après-midi. *"Non, il ne peut pas entrer"*. Les objections et les protestations énergiques du voyageur en question ne servent à rien. La formule est toute prête: *"Ils [les Chypriotes grecs] font de même!"*.

Le voyageur revient sur ses pas, penaud et contrarié, sous le regard de bérets bleus scandinaves qui gardent l'étroite zone neutre. Le douanier chypriote-grec forcément revisité quelques moments plus tard affiche un sourire satisfait et ironique: *"Je vous l'avais dit!"*.

Mieux vaut retourner à l'hôtel pour assister au séminaire sur "Political Islam and the West" organisé par un richissime Iranien installé à Nicosie, dirigeant en même temps d'un "Center for World dialogue", désireux de promouvoir l'image de l'islam et en particulier de l'Iran, incompris de l'Occident. Plusieurs invités de marque s'y côtoient ainsi que de très nombreux universitaires et décideurs économiques américains, irano-américains, surtout iraniens, quelques personnalités arabes et européennes. Mais aucun Turc, d'Istanbul ou d'Ankara, entre autres pour la simple raison que les relations diplomatiques n'existent pas entre les deux pays et que l'obtention d'un visa serait extrêmement difficile.

Au cours du séminaire, un ancien ambassadeur de France à Ankara venu parler du *Refah*, est pris à partie par un Chypriote-grec qui lui pose la question de la situation des églises transformées en mosquées. Déjà, juste au moment de l'ouverture du séminaire, des centaines de dépliantes portant sur la couverture la photo d'un soldat turc exhibant dans chacune de ses mains une tête coupée, intitulés "The Black Guinness Book of Records", sont ostensiblement distribués aux orateurs parmi lesquels ne figure pratiquement aucun Chypriote-grec, ni bien entendu Chypriote-turc, pourtant directement concerné par le thème de la rencontre.

Le séminaire international révèle, par l'ampleur des moyens déployés, le caractère de lieu de rencontres de Nicosie, et une prospérité certaine frappe le visiteur, ce qui n'est pas le cas de la "République turque du Nord de Chypre", non reconnue sur le plan international. L'écart avec le Nord qui était important semble s'être creusé ces dernières années, représentant maintenant une différence de un à cinq. Quelques voix posent désormais la pertinence d'une union avec "les Turcs pauvres". Un ministre aurait déclaré de son côté: "Pourquoi faire venir de la main-d'oeuvre philippine ou arabe? Nous avons déjà un réservoir dans le Nord". Vraie ou fautive, l'anecdote révèle un état d'esprit, et de toute évidence un sentiment de supériorité.

Un ancien diplomate chypriote-grec livre son interprétation des incidents du passé. Dans les années 1950, les Britanniques auraient utilisé les Turcs qui défendaient l'idée du *taksim* (la division de l'île entre Grecs et Turcs). Les Chypriotes grecs demandaient l'*enosis* (rattachement de l'île à la Grèce) et "c'était normal; c'était un idéal pas forcément dirigé contre les Turcs". Mais le prix à payer pour l'*enosis* aurait été très élevé. Les accords de Zurich et de Londres [1959 et 1960, à la base de l'Etat unitaire de Chypre jusqu'en 1974] auraient reconnu des "superprivilèges" aux Turcs. Les incidents de 1963 ont suivi "les treize points" de révision constitutionnelle de l'archevêque Makarios. Les gouvernements turcs auraient eu connaissance du dossier chypriote par le truchement des nationalistes chypriotes-turcs.

Notre diplomate n'a pas de mots assez durs envers le leader chypriote-turc, Rauf Denktash. Il aurait l'appui militaire des Turcs. Il serait "turc" avant d'être "chypriote", et "chanvin" avant d'être "nationaliste". Certainement reprochaient au président Makarios de ne pas "en finir" avec les enclaves chypriotes turques, c'est-à-dire d'avoir refusé de les mettre

sous contrôle du gouvernement central, mais il peusait probablement que cela provoquerait l'invasion turque.

Ces opinions sont très largement partagées dans le secteur chypriote-grec. La politique de la Turquie serait comparable à celle d'Israël par rapport aux territoires palestiniens. Il y aurait une concordance d'approche entre la Turquie et Israël. Il est intéressant de constater que le même argument est utilisé parfois du côté turc ou chypriote-turc, en sens inverse.

Rauf Denktash aurait demandé à un ambassadeur européen en poste à Nicosie: "*Un seul Etat grec dans l'Union ne vous suffit-il pas?*". Alors que dans le Nord et en Turquie, le dossier est suivi avec l'inquiétude que l'on sait, la question de l'intégration est désormais à l'ordre du jour. Chypre est, parmi les candidats, l'un des mieux à même de remplir les conditions de Maastricht et elle doit, pense-t-on, non seulement être membre de l'UE, mais aussi de l'OTAN et de l'UEO: par conséquent la question des garanties internationales, l'un des problèmes litigieux sur lesquels achoppent les négociations intercommunautaires, doit être résolue dans ce cadre.

"*Pourquoi pas une confédération à Chypre puisque la construction européenne évolue dans ce sens?*". Tel était l'argument avancé, en forme de question, en novembre 97 à Ankara, par un professeur turc spécialiste des affaires chypriotes, au cours d'une rencontre organisée par une fondation allemande sur l'UE et la Turquie. Dans la question cruciale des solutions du règlement, le terme "confédération" est rarement prononcé à Nicosie. Quant à la solution fédérale, elle revêt des acceptions différentes, entre Chypriotes turcs et Chypriotes-grecs, d'une part, mais aussi entre ces derniers, d'autre part. Pour les Chypriotes-turcs et la Turquie, la solution ne peut être que bizonale avec peu de communications entre les deux zones. La bicommunauté c'est, pour eux, l'égalité des droits politiques. Pour les Chypriotes-grecs, c'est une république décentralisée.

La classe politique qualifiée souvent de "gérontocrate" garde encore, dans l'ensemble, un souvenir très vivace du drame de 1974, dans lequel le rôle de la junte grecque d'Athènes est relativement occulté. Parmi eux, Georges Vassiliou, l'ancien président de la République, est relativement modéré alors que le socialiste Vassos Lyssaridès est le plus violent dans l'anti-turquisme. Nicos Koutsou, homme politique relativement jeune, proche de l'Eglise, représentant un faible pourcentage de l'électorat mais ayant une certaine franchise de parole, rencontré au cours de notre séjour, est l'un des rares à défendre l'idée de l'Etat unitaire s'appuyant sur la Constitution "actuelle". Il pense que la Turquie veut devenir une puissance régionale et que par conséquent elle a besoin de contrôler stratégiquement Chypre.

L'île, qui a toujours été une plate-forme stratégique essentielle du temps de la guerre froide, revêt aujourd'hui une nouvelle importance dans l'équilibre actuel, se transformant de plus en plus en une partie du jeu compliqué de la question de l'acheminement des hydrocarbures de la mer Caspienne, puisqu'il est question qu'un oléoduc débouche au port

méditerranéen de Ceyhan, à quelques milles nautiques de l'île. Certains observateurs locaux estiment que dans la question de l'achat de missiles russes S 300, Nicosie a commis une erreur d'analyse. Ils pensent que finalement ceux-ci ne seront pas installés dans l'île, car ils seraient susceptibles de remettre en cause l'équilibre stratégique. Cette "concession" risquerait néanmoins d'être monnayée, pour obtenir plus de sécurité, face à un adversaire dont la perception reste viscéralement négative, bien entendu la plus négative des trois cas retenus dans notre enquête. C'est aussi vraisemblablement ici, avec la Grèce, que les stéréotypes apparaissent au niveau le plus caricatural.

La Bulgarie

Aujourd'hui on est loin de la période du communiste finissant qui avait réduit les droits culturels et culturels de la communauté turque de Bulgarie et avait contraint des milliers de ses membres à changer de patronymes, ce qui s'était soldé à Plovdiv, à Kirjali et ailleurs par des arrestations, des tortures et des assassinats. Mais même en admettant que la volonté politique existe, on ne fait pas disparaître du jour au lendemain des pratiques ancrées depuis longtemps, ni les méthodes d'enseignement.

Car ici, le "Turc", c'est "l'Autre" par excellence; il est si proche et si lointain. Historiquement d'abord. Svetla Rousseff expose bien le contexte et le processus: *"La conscience de l'identité bulgare à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, s'est réalisée à travers des représentations collectives de délimitation par rapport à l'Autre, en l'occurrence le Turc. Une fois cette identité conquise, elle a continué d'utiliser et de régénérer ces images figées des époques antérieures. Cette répétition d'images stéréotypées du Turc ne s'impose pas seulement dans la mesure où elle sert certains intérêts, mais elle doit aussi être considérée comme un produit historique des contradictions inhérentes de la société bulgare, de ses fréquents déséquilibres et de ses ruptures sociales*¹.

Contrairement à l'Albanie dont la population fut majoritairement islamisée pendant la domination ottomane, les Bulgares sont restés attachés à leur religion, en l'occurrence l'orthodoxie, et les musulmans sont dans ce pays, à côté des Pomaks moins nombreux, des "Turcs" qu'on appelle "ethniques" et leur nombre est objet de spéculation. 800 000 selon les uns, ils atteindraient plus d'un million selon d'autres. L'une des rares fois où les communistes ont associé leurs voix au Parlement, ces dernières années, à celles des "conservateurs", c'était semble-t-il afin de ne pas rendre publics les résultats du recensement de 1992. C'est dire que l'image du "Turc" de Bulgarie tantôt se confond avec celle du "Turc" de Turquie et tantôt s'en distingue. Ce dernier auquel on a souvent accolé des qualificatifs peu flatteurs tels "irascible", "scélérat", "impur"... fut longtemps perçu d'autant plus négativement qu'après la libération (1878), le Congrès de Berlin a maintenu la Macédoine dans les territoires de l'Empire ottoman et que le

Été 1998

Traité de Versailles scellait en quelque sorte, aux yeux de beaucoup de Bulgares, la "punition" de leur Etat.

L'un de ces "Turcs de Bulgarie" énumère ses griefs. Il n'y aurait pas un seul "Turc ethnique" aux ministères des Affaires étrangères et de la Défense, non pas seulement en tant que diplomate, officier ou fonctionnaire, mais même pas en tant que chauffeur ou coursier. Ses griefs s'adressent aussi aux autorités turques qui demandent des visas aux Turcs de Bulgarie pour entrer en Turquie. Süleyman Demirel lui aurait dit personnellement: "*Vous êtes bien maintenant en Bulgarie, ne vous plaignez pas trop!*" Ce n'est pourtant pas tout à fait son avis. Si les autorités d'Ankara s'efforcent de ne pas faire de vagues, il y a encore sur la question de la minorité turque une certaine méfiance en Bulgarie, même si le départ massif et protestataire des Turcs en 1989, s'est fait ressentir comme une blessure d'amour-propre par beaucoup de Bulgares, et que pour la première fois le terme de "Pauvres Turcs" aurait apparu dans les bouches. Mais la méfiance existe encore certainement au niveau des pouvoirs publics.

Ajoutons trois autres observations au sujet des "Turcs de Bulgarie". La première est la thématique de la "cinquième colonne", qui ne semble pas avoir totalement disparu et qui pourrait réapparaître avec force dans un contexte de crise politique. La deuxième est qu'en dépit de tout, le Mouvement des droits et des libertés, qualifié de "Parti de la minorité turque", d'Almet Dogan (dont l'image se serait paradoxalement améliorée après la publication d'un rapport sur ses compromissions avec les services secrets de l'époque communiste) est une force qui compte. Enfin le troisième point concerne les rapports entre les Turcs de Bulgarie et ceux de Turquie révélés par une enquête effectuée par un institut qui hésite à publier les résultats, pour ne pas "froisser" les lecteurs de Turquie, parce qu'il y aurait des commentaires du genre: "*Nous [les Turcs de Bulgarie] sommes des Européens, eux [les Turcs de Turquie] ne le sont pas!*".

Notre passage à Sofia coïncide avec la visite officielle du Premier ministre turc, Mesut Yılmaz, venu avec une nombreuse délégation. L'événement est largement couvert par les médias bulgares. Malgré la modestie des échanges, la Turquie apparaît comme un partenaire important et les Bulgares, sans pousser trop loin la collaboration avec les Turcs dans le cadre de la Zone de coopération des pays riverains de la mer Noire (parce qu'ils craignent que celle-ci ne soit considérée comme "une voie de garage" par les Européens, et certains d'entre eux la perçoivent comme une "initiative pan-turque"), sont néanmoins preneurs dans certains domaines comme la pollution, les transports et les communications.

Ce sont surtout les échanges humains qui s'intensifient depuis la chute du rideau de fer, favorisant l'amélioration de l'image de la Turquie. A ce propos, plusieurs de nos interlocuteurs soulignent le rôle d'Istanbul et singulièrement du Grand Bazar qui laisserait aux Bulgares une impression d'opulence, ne correspondant pas du tout à l'idée qu'ils se

font de ces "Asiates" qui s'avèrent être en fin de compte "plus riches qu'eux".

Des intellectuels avertis s'efforcent également d'introduire des analyses plus justes, plus nuancées, sur le voisin de l'Est. "On pensait, nous dit Antonina Jeliaskova qui fait, dans le centre qu'elle dirige, un remarquable travail sur l'interculturalité, que la Bulgarie était un rempart devant le fondamentalisme islamique; maintenant les cercles qui pensent qu'autant que la Bulgarie, c'est la Turquie qui constitue un rempart en la matière, s'élargissent. Nous sommes pour l'abolition des frontières, ajoute-t-elle avec humour, mais les diplomates sont contre, car ils craignent pour le trafic de drogue". Les chercheurs du "Centre for liberal strategies", proche du pouvoir, préconisent également des rapports libérés de tout préjugé, vis-à-vis de la Turquie.

On peut dire que malgré la persistance de préjugés défavorables au niveau de la société, l'idée que l'on se fait de la Turquie est maintenant favorable au sein de l'élite gouvernementale, d'autant qu'Ankara semble appuyer la candidature de Sofia à l'OTAN. Comme ailleurs, les partis qui sont dans l'opposition peuvent jouer la carte nationaliste, mais dès qu'ils arrivent au pouvoir, ils modèrent leur position. La coalition au pouvoir de l'Union des forces démocratiques de Pétrar Stoyanov et d'Ivan Kostov se demanderait même comment "intensifier" les relations avec Ankara, parce qu'indépendamment des considérations politiques elle estime qu'il faut commercer avec des pays qui sont au même niveau.

L'Albanie

La scène se déroule sur la place centrale de Tirana. Attablé dans un bistrot, le journaliste de *Zeri i popullit* nous désigne d'un mouvement de visage d'une dame à l'allure digne qui marche sur le trottoir d'en face. "Elle m'a demandé, dit-il, si je peux intervenir auprès du banquier chez qui elle a placé son épargne de 10 000 dollars et qui a fait faillite, en me disant 'Je meurs de faim'. Elle est d'accord pour laisser au banquier la moitié de cette somme et récupérer au moins l'autre moitié. J'ai dû lui faire savoir malheureusement que je ne peux rien faire." La grande supercherie de "l'épargne pyramidale" aurait coûté au pays la bagatelle de 2,5 milliards de dollars.

Sur fond de profonde crise économique et sociale que n'arrive pas à tempérer le soleil méditerranéen, les affaires internationales sont inévitablement reléguées au second plan, sans être pour autant négligées, dans la mesure où elles ne sont pas dissociables des problèmes internes, mais aussi parce que les Albanais semblent y prendre goût, après un demi-siècle de repli politique et d'autarcie économique.

La Turquie est incontestablement bien vue ici et ce ne sont pas les deux anciens ambassadeurs albanais à Ankara qui diront le contraire. L'un a occupé le poste du temps de Ramiz Alia qui, comme Euver Hodja, ménageait toujours la Turquie, ce dernier parlant en pleine guerre froide de "nos frères mrcs", l'autre, sous Sali Berisha, avant d'être rappelé à Tirana, lors de sa chute, comme pratiquement tous les autres

Eté 1998

ambassadeurs. La question est plutôt de discerner les nuances liées d'une part aux sensibilités politiques, d'autre part aux contextes politiques et économiques qui font que la perception de la Turquie, jugée toujours incontournable, peut être "excellente", ou "bonne", ou "moins bonne".

Comme ailleurs dans les Balkans, le facteur historique renvoyant à l'empire ottoman revêt ici une importance primordiale. Mais alors que la domination ottomane qui a duré près de cinq siècles est qualifiée de "joug ottoman" en Serbie et en Grèce, en Albanie l'image est plus floue et plus ambiguë sur ce plan, en raison probablement de la proximité confessionnelle, puisque les Albanais sont majoritairement musulmans, mais aussi en raison de l'hostilité nourrie vis-à-vis des Serbes, voire de la méfiance qu'inspirent malgré tout les Grecs.

On aime rappeler à Tirana la place privilégiée des Albanais dans la structure ottomane. Une trentaine de vizirs étaient d'origine albanaise. Istanbul est considéré comme la ville la plus albanaise au monde: 500 000 Albanais pour cette seule ville sur 6 millions dans toute la Turquie; chiffres probablement un peu élevés.

Aujourd'hui, avec la Grèce, la normalisation a été accélérée par le gouvernement Simitis, et Athènes a incontestablement marqué des points. Les quelque 300 000 Albanais réfugiés en Grèce, même s'ils sont selon beaucoup d'Albanais maltraités et sous-rémunérés, constituent pour la Grèce un formidable moyen de pression. Beaucoup d'observateurs frémissent à l'idée qu'ils puissent être renvoyés, à la moindre crise, dans un contexte de situation économique catastrophique. Athènes apporte aussi un soutien économique, même si cela est concentré davantage dans le Sud où vit la minorité hellénophone, assorti de conditions favorisant les commerçants grecs et accompagné d'une publicité tapagense. Le sommet balkanique de Crète, tenu début novembre 97, semble avoir été également un succès pour la diplomatie grecque.

L'Italie est pourtant le premier partenaire commercial avec 50% des échanges, la Grèce occupant la deuxième place (20%), devant la Turquie (6%) et l'Allemagne (5%). La présence culturelle italienne favorise également Rome. En l'absence quasi complète de la Russie, de la Chine, de la France, le terrain est donc propice pour le couple italo-grec qui représente "l'argent de Bruxelles" et dont les activités sont perçues en terme de "rivalité". L'autoroute "Ouest-Est" dénommée "Corridor 8" reliant l'Albanie à la mer Noire et par conséquent à la Turquie, est un grand enjeu et un test: les Italiens préféreraient le trajet Durrës-Skopje-Sofia-Varna, alors que les Grecs feraient diverses pressions pour que cette route passe par Ioannina pour aboutir à Salonique puis Alexandroupolis.

La politique de la Turquie est davantage vue comme étant constante. Elle présente l'avantage de ne pas avoir de différends avec cette "sorte de Portugal accroché au flanc de la péninsule balkanique" selon le mot de Phocas-Cosmetanos. Des qualificatifs du genre "allié naturel", "élément d'équilibre", voire "super-puissance au niveau régional" sont abondamment utilisés à son endroit. Elle serait "potentiellement

présente” pour contenir les ambitions grecques. Il est vraisemblable que les Albanais jouent aussi sur le registre de l'antagonisme gréco-turc. L'amitié avec la Turquie a été qualifiée par un historien d'“alliance à revers”.

L'Albanie serait le seul pays au monde n'ayant comme voisins... que des Albanais: en Macédoine, au Kosovo et en Grèce. C'est dire combien les Albanais sont concernés par l'environnement immédiat et préoccupés par le sort de leurs “frères” notamment dans le Kosovo, mais aussi en Macédoine, dirigée par un homme politique ayant une réputation de modéré et de sage, mais en qui l'un de vos interlocuteurs ne voit qu'“*un Slave en fin de compte*”. Dans cette toile de fond, l'intervention de la Turquie est jugée en général bienvenue et positive.

La Turquie est bien présente, en utilisant selon certains, “l'islamisme”. Lorsque nous insistons sur le sens donné à ce terme en demandant s'il n'y a pas une confusion avec “l'islam”, il semble en effet qu'il y en a une. C'est de “l'islam” qu'il s'agit et au fur et à mesure qu'avance la conversation, il apparaît que non seulement la Turquie ne se servirait pas vraiment de “l'islamisme”, mais probablement pas non plus de “l'islam”. Mais, phénomène nouveau, en Albanie qui aspire à devenir membre de l'Union européenne, même si l'on n'y croit pas beaucoup, et qui subit de plus en plus l'influence culturelle et économique de l'“Europe”, l'image de la Turquie est soumise à une certaine altération, eu tant que pays non-membre du club et appartenant à l'“Orient”. On peut raisonnablement penser que ces visions sont beaucoup plus répandues dans la population de culture chrétienne.

Mais alors, que dire de ce collège en plein Tirana, comme dans beaucoup de villes balkaniques ou celles des républiques turcophones, qui accueille 900 étudiants et qui est d'obédience *fethullahçi* (du nom de Fethullah Gülen, homme religieux turc extrêmement influent, proche de la mouvance *nurcu* issue de la confrérie *naksibendi*)? N'y aurait-il pas du messianisme derrière les apparences, dans cette école où l'enseignement se fait en anglais et en turc? Peu d'Albanais le savent. Cela leur échappe. Il est peu probable que même les familles qui y ont inscrit leurs enfants moyennant quelques centaines de dollars partagent l'hostilité violente du diplomate turc de Tirana qui estime que l'image fournie par “*ces instituteurs barbus ou ces institutrices portant le foulard*”, venus de Turquie, ne correspond pas à celle de la république moderne fondée par Kemal.

L'Etat turc s'efforce d'être présent par d'autres biais, notamment en accueillant et en formant en Turquie même, dans ses écoles de guerre et académies militaires des cadets albanais (exactement 256 à ce jour), mais aussi en instruisant la police, même si ces deux institutions, comme d'autres, traversent aujourd'hui une grave crise. Les lignes aériennes turques (THY) relient Istanbul à Tirana cinq fois par semaine. Il en est de même de la compagnie aérienne albanaise et ceci à la grande joie de petits commerçants qui se livrent à ce qu'on appelle “l'économie de valise”, consistant à revendre en Albanie quelques produits de mauvaise qualité achetés dans les bazars d'Istanbul. L'ambassadeur de Turquie

Eté 1998

déplore que les grands groupes turcs qui préfèrent les grands marchés comme la Russie et l'Azerbaïdjan, se désintéressent de ce petit pays. Quelques uns d'entre eux sont néanmoins présents dans le BTP.

Les relations familiales existant entre les deux pays encouragent en effet pour le moment le petit commerce. Mais les rapports ne s'y limitent pas, car il y aurait aussi une contrebande (drogue, cigarettes) dans laquelle la Turquie et l'Albanie serviraient de relais encouragés en cela par la guerre en Yougoslavie mais aussi par les gouvernements successifs albanais, désespérés par le marasme économique et qui semblent avoir trouvé un intérêt politique, parfois un intérêt tout court dans cette activité lucrative. Les liens désormais plus faciles entre les deux pays, aussi bien par voie aérienne que terrestre, favoriseraient également le déplacement de la main-d'oeuvre clandestine, et on évoque surtout à ce propos le cas de Kurdes de Turquie, voulant passer en Italie par l'Albanie.

Sur le plan des élites partisans, le Parti démocratique de Berisha et le Parti républicain qui en est proche apparaissent comme davantage pro-turcs. Il y a à cela deux raisons essentielles: le PD semble mieux implanté dans le Nord où est concentrée la population musulmane, d'une part, mais aussi parce que les cadres de cette formation gouvernementale jusqu'à une date récente, seraient majoritairement atlantistes, ce qui favoriserait le rôle de la Turquie dans leur système de sécurité, même si Berisha a traité, semble-t-il, les Américains de "communistes", dans un moment de colère. Sabri Godo, leader du Parti républicain et président de la Commission des Affaires étrangères au Parlement, homme très respecté, nous confirme cette analyse. Selon lui, l'Albanie devrait donner la priorité à la Turquie, *non pas par solidarité musulmane, mais par intérêt*, devant l'Italie et la Grèce, et son parti fait même figurer l'amitié avec la Turquie dans son programme. C'est également l'avis d'un diplomate proche du PD qui fonde cette option sur l'argumentation suivante: des liens historiques proches, l'absence de conflits ou de potentialités conflictuelles dans le domaine territorial et une situation de puissance régionale. L'Albanie devrait faire un choix en fonction de ces trois critères et Ankara remplit les trois. Enfin, un juriste réputé qui est aussi ancien ministre de la Justice, d'obédience monarchiste, plus proche en définitive de cette première famille de pensée, nous déclare que l'Albanie a des rapports étroits mais pas de "partenariat" avec Ankara.

Dans un contexte de relative polarisation, le Parti socialiste et l'Alliance Démocratique, menés par des hommes comme Fatos Nano, le Premier ministre, et Paskal Milo, le ministre des Affaires étrangères, tous deux appartenant à la communauté orthodoxe, semblent vouloir ménager désormais Athènes. Ajoutons toutefois deux remarques. Les attitudes albanaises quant aux rôles de la Turquie et de la Grèce ne sont pas réductibles au clivage confessionnel. Comme toujours la réalité est plus complexe: d'une part, ce léger virage pro-grec est présenté comme "conjoncturel" et d'autre part il est dicté par les difficultés économiques actuelles du pays. Enfin, selon les dires de quelques-uns de nos interlocuteurs, cela pourrait correspondre à des craintes de certains milieux en Albanie qui pensent qu'au cas où l'on accroîtrait les relations

avec la Turquie, cela entraînerait une éventuelle "islamisation" de leur pays.

Au terme de cette brève enquête qui nous a conduit également dans un pays du Proche-Orient, il s'avère que la Turquie est un acteur qui apparaît comme une sorte de "géant" au regard de plusieurs pays de la région. Elle l'est avant tout comme l'ancienne puissance colonisatrice dont le souvenir de la domination reste encore fortement présent dans les mémoires collectives. Il n'est d'ailleurs pas déraisonnable de faire une lecture de certains différends territoriaux que la Turquie a encore avec quelques-uns de ses voisins comme le résultat du processus encore inachevé du démantèlement de l'entité ottomane.

La perception de cet acteur important reste dans l'ensemble négative dans les pays qui n'ont précisément pas réglé avec Ankara leurs différends frontaliers. Chypre en est l'exemple paroxystique. C'est là également que les stéréotypes les plus éculés affectent cette image. Cette dernière est plus changeante en Bulgarie qui n'a pas de contentieux territorial avec la Turquie.

Le facteur européen, sous la forme d'Union européenne, apparaît avec de plus en plus d'évidence, dans la mesure où les autorités chypriotes s'efforcent de transformer, du reste non sans un certain succès, le contentieux chypriote en un différend entre Bruxelles et Ankara. Beaucoup de démocrates turcs, qui ne font pas l'impasse sur le déficit en matière de droits de l'homme dans leur pays, estiment que l'Europe qui fait preuve d'une totale méconnaissance des enjeux régionaux se sert du déficit démocratique comme d'un alibi et se laisse entraîner dans cette spirale, par intérêt, solidarité avec la Grèce ou indifférence. Le drame bosniaque en aurait été l'épisode le plus saignant. L'isolement dans lequel "la collectivité d'Etats chrétiens" tient la Turquie qui bénéficie de quelques sympathies de la part des acteurs défavorisés (Albanie, Macédoine, Kosovo) pousse à son tour Ankara à des actes unilatéraux comme à Chypre, qui rendent les tensions plus inextricables.

Semih Vaner, chercheur au CERI, directeur de la revue CEMOTI.

¹ "Le Turc vu par le Bulgare" in Maximos Aligisakis (et al), *Nationalismes en Europe centrale et orientale: conflits ou nouvelles cohabitations*, Genève, Georg Editeur, 1997, p. 269.

